

## CONCLUSION

*Françoise AUBIN, Jean COUSSY  
et Semih VANER*

En essor constant depuis les années soixante, les études sur le nationalisme ont été, pour beaucoup, provoquées par la décolonisation, tandis que les réflexions sur l'ethnicité, qui leur ont été par la suite jumelées, sont nées en réponse à l'émergence de la révolte noire aux Etats-Unis et de la lutte irlandaise en Grande-Bretagne. Au début des années quatre-vingt, la prolifération des mouvements séparatistes ou autonomistes et des conflits ethniques a placé le nationalisme et l'ethnicité au premier rang des thèmes les plus populaires en sociologie; et quelques oeuvres-phares éclairent depuis lors le champ : *Ethnic revival in the modern world* de A.D. Smith (1981), *Ethnic change* de C.F. Keyes (1981), *Imagined communities* de B. Anderson (1983, 2e éd. révisée 1991), *Ethnic groups in conflict* de D.L. Horowitz (1985) par exemple. Enfin, l'explosion subite du système communiste soviétique a suscité, au tout début des années quatre-vingt-dix, une palette inattendue de cas nouveaux en sociologie. De leur côté, les politologues, les historiens-philologues et les anthropologues ont commencé à se constituer en équipes pour se pencher sur les lendemains du communisme et sur leurs prémices : *Après l'URSS. Inventaire pour un drame* (1990), et, pour l'aire centre-asiatique, *Des ethnies aux nations en Asie centrale* (1991), ou encore, pour l'historique des idéologies identitaires, *Turko-Persia in historical perspective* (1991) et *Muslims in Central Asia. Expressions of identity and change* (1992).

Invités à affiner les problématiques établies et à réviser les jugements acquis, les collaborateurs au présent recueil, d'abord réunis à Ankara en novembre 1992, se sont concentrés sur une partie orientale de l'aire d'expansion du communisme : l'Asie centrale ex-soviétique dans son évolution interne et dans ses rapports avec le colonisateur russe et avec ses voisins immédiats - Turquie et Iran, la Mongolie ex-satellite soviétique, l'Asie centrale restée chinoise et communiste.

Notre groupe s'était constitué pour faire face, par son interdisciplinarité, à l'ampleur de l'aire géopolitique concernée et à la variété des angles de vision

Françoise AUBIN, Jean COUSSY, Semih VANER

possibles. Il a voulu que l'homogénéité de sa matière distingue son travail final des publications formant habituellement les *Actes* des congrès et conférences : plutôt que de laisser leurs papiers faire, chacun, cavalier seul dans le coin obscur d'un domaine spécialisé, les participants, se sentant en confiance mutuelle, pour ne pas dire de connivence, ont cherché à se répondre et à se compléter les uns les autres dans la version définitive de leurs textes. On peut leur être reconnaissant d'avoir, si complaisamment, repensé et réécrit leurs interventions en vue de leur regroupement dans le présent volume des *CEMOTI* ou, pour quelques-uns, dans le précédent numéro (articles d'Anne de Tinguy, Marcel Bazin, Çelik Kurdoğlu, Fereydoon Khavand).

Concertation et coordination ont été encouragées en matière de fond. Mais l'exhaustivité n'a pas été recherchée; et la plus grande liberté a été donnée aux auteurs en matière de forme. C'est ainsi que certaines contributions sont des synthèses serrées [Djalili par exemple]<sup>1</sup>, alors que d'autres forment de véritables dossiers, nourris d'une copieuse information primaire, de ces articles que les éditeurs ont la malencontreuse habitude d'écarter au nom de la rentabilité et des goûts présumés des lecteurs [Dudoignon, Aubin, Copeaux]. Les auteurs ont également été laissés maîtres de leurs divers systèmes de transcription, à condition d'observer, chacun, une cohérence interne. Il n'y a finalement rien de déconcertant à trouver, ici le système de transcription chinoise *pinyin* [Jan], là le système anglais [Aubin]; Xinjiang [Jan] ou Sinkiang [Aubin]; `Iyâz Ishâqi dénommé Ayaz Iskhaqi [Devlet] ou Ayaz Ishaki [Deringil]; la gutturale *x* de l'alphabet cyrillique rendue par *kh* [Aubin] ou par *h* [Dudoignon : ainsi Hodzhaev, Hodzhanov]; la palatale *dj* transcrite tantôt *j* [système populaire], tantôt *zh* [Dudoignon, Aubin]; le *iod* noté *y* [transcription populaire la plus fréquente] ou *j* [notes et bibliographie de Dudoignon et Aubin].

\*

#### **PROBLEMATIQUE DES AIRES CULTURELLES ET POLITIQUES**

L'évolution de l'Asie centrale a été, ces dernières années, si brutale que notre colloque a pratiquement changé de matière principale ou, plutôt, l'a dédoublée entre le temps de son lancement et celui de sa conclusion par la présente publication : conçu vers 1990 pour étudier le rôle de la Turquie dans la nouvelle configuration internationale et régionale, il s'est orienté, en 1992-93, vers l'Asie centrale turcophone et mongolophone et vers le nationalisme identitaire de l'après-communisme.

## *Conclusion*

### *La Turquie, la Russie et l'Iran dans la nouvelle configuration centre-asiatique*

En 1990, son point de départ était trouvé dans une interrogation posée, quelque dix ans plus tôt, par un groupe d'observateurs à propos de "cas avortés de montée en puissance" dans la nouvelle dynamique du système international : l'Inde, l'Indonésie, le Zaïre et, enfin, la Turquie, des pays "crédités d'un brillant avenir et d'une position privilégiée dans l'équilibre global ou dans telle configuration régionale du système international", qui paraissaient être sur "la pente descendante du système international", en une sorte de situation de "reflux". En ce qui concerne la Turquie, le "sur-déterminant" initial de la politique extérieure depuis la seconde guerre mondiale avait été la menace soviétique; or force était de constater que son désir d'identification à l'Europe de l'Ouest l'avait empêchée, par son caractère excessif, de percevoir l'évolution du système international depuis la mort de Staline et l'avait portée à l'indifférence envers le Tiers Monde, d'où sa difficulté à s'insérer dans la nouvelle division internationale du travail faisant suite à la détente<sup>2</sup>.

Cependant, au cours de la décennie des années quatre-vingt, la Turquie a amélioré son intégration internationale<sup>3</sup>. La politique d'ajustement structurel du pouvoir, ayant acquis depuis 1983 une vision économiciste des relations internationales, a réussi, au prix d'un coût social élevé et de la négligence de l'agriculture, à accroître la crédibilité du pays sur les marchés internationaux, à amplifier ses exportations et à corriger la gestion de sa dette. Sur le plan de la politique étrangère, malgré un resserrement des liens économiques, eux-mêmes instables et fluctuants en fonction des contextes, avec le monde arabe et musulman, l'affirmation de l'appartenance du pays au monde occidental ne s'est pas démentie, comme en témoigne sa demande d'adhésion à la Communauté européenne (CEE), renvoyée par cette dernière... aux calendes grecques. Les élites politiques traditionnelles - les bureaucraties civile, notamment le ministère des Affaires étrangères, et militaire - ont pris le modèle occidental comme idéal et ont vu dans l'islam un danger; mais elles ne se sont guère senties concernées par le programme de la construction européenne. La nouvelle élite au pouvoir, elle, a surtout vu les avantages commerciaux de l'entrée escomptée dans la CEE.

La dévalorisation stratégique dont la Turquie a fait l'objet au début des années quatre-vingt-dix, une fois balayés les régimes communistes européens et abattues les frontières de l'Est européen, semble pouvoir être, en quelque sorte, compensée par les perspectives qu'ouvre le développement d'Etats indépendants, à peuplement largement turcophone ayant des liens avec la Turquie, au Caucase et en Asie centrale. Les contraintes des régions centre-

*Françoise AUBIN, Jean COUSSY, Semih VANER*

asiatiques, vouées par la planification soviétique à la monoculture du coton et à l'exportation de matières premières, et maintenues dans un sous-développement économique que masquaient les subventions [Djalili], incitent plutôt à les considérer en termes de marginalisation et d'exclusion. C'est cette émergence d'une *aire turque*, occultée par l'histoire, qui a été, d'une façon immédiate ou détournée, au centre des réflexions des participants au colloque d'Ankara.

Que veut offrir la Turquie à l'aire centre-asiatique turcophone, pour s'y assurer une influence politique et une ouverture économique ? Outre sa médiatisation financière et technique en remplacement des relais moscovites [Akagül] (Kurdoglu, 1993), et sa stratégie de puissance économique régionale en gestation (Akagül & Vaner, 1993), elle propose le modèle d'une modernisation passant par une démocratisation et une laïcisation imposées par le haut [Vaner]. Mais, pour les républiques issues de l'URSS, où la seule tradition démocratique a été le prétendu "centralisme démocratique", le chemin va être long entre la construction étatique, actuellement en chantier, et l'instauration d'un réel modernisme [Vaner].

Le problème d'une "modernisation" mise en termes d'"occidentalisation" et d'"européanisation" ne se pose pas seulement pour le modèle turc, mais tout autant pour le modèle russe; et, dans un cas comme dans l'autre, c'est une vieille affaire, née, en Russie, sous Pierre le Grand et, dans l'Empire ottoman, environ un siècle plus tard, sous Selim III, et elle se prolonge jusqu'à nos jours. Dans le dernier quart du XIXe siècle, ces deux Etats-Nations, rivaux dans la domination idéologique sur le Caucase et l'Asie centrale, ont conduit comme un jeu de pions, entre panslavisme et panturquisme, une lutte de légitimités sous-tendues par des symbolismes religieux, chrétiens d'un côté, islamiques de l'autre [Deringil]. Au début des années quatre-vingt-dix, alors que la naissance d'un nouvel ordre géopolitique caucasien et centre-asiatique détruit les équilibres préexistants, et qu'un habitant sur cinq de l'ex-URSS est musulman, la Russie reste obstinément tournée vers l'Occident, tout en soutenant, cependant, une certaine intégration régionale (Tinguy, 1993) dont on peut se demander si elle n'est pas en conflit avec les intérêts des deux voisins, le turc et l'iranien [Vaner, Djalili].

Car le troisième larron dans la conquête des marchés économiques et spirituels de l'Asie centrale est, bien sûr, l'Iran. Déboulonné, comme la Turquie, de sa position de tampon stratégique entre l'Occident et la superpuissance soviétique, il est contraint, lui aussi, de chercher des voies originales d'émergence dans la nouvelle conjoncture géopolitique. Tandis que la Turquie profite de ses affinités linguistiques, l'Iran voudrait raviver sa vieille parenté

### *Conclusion*

intellectuelle avec l'Asie centrale turco-persane et y encourager des tendances islamistes [Djalili], dans un climat d'activisme économique-financier réaliste (Khavand, 1993). Toutefois, malgré les frayeurs qu'islamisme et panislamisme inspirent à l'Occident, l'islam, s'il est une composante essentielle de l'identité culturelle de la région et le garant de ses valeurs éthiques, ne joue que fort peu un rôle politique [Vaner, Dudoignon]. Et il n'entretient pas, dans les nouveaux Etats centre-asiatiques, un courant d'attraction particulier envers une patrie islamique extérieure, turque ou iranienne, pas plus que le Tibet n'aimante les intérêts bouddhiques de la Mongolie post-communiste [Aubin]. Une iranité centre-asiatique n'est reconnue que pour un haut passé historique [Dudoignon] et la "Révolution islamique" est sublimée en lutte anticoloniale, repensée en termes antirusse [Dudoignon].

De toutes les idéologies asiatiques qui réveillent, périodiquement, des fantasmes angoissés, celle du panturquisme est des plus tenaces. Le mouvement unifié d'émigrés venus à Paris, dans les années vingt, de diverses régions de la jeune Union soviétique, le mouvement "Prométhée", refusait toute allégation de panturquisme, pour ne pas se voir disqualifié en Occident et plus encore en Turquie [Copeaux]. Car en ce dernier pays, depuis la création de l'Etat national, il était suspect d'évoquer le "monde turc" : un concept à forte connotation négative, qui était inévitablement associé aux mouvements "panturcs" (rassemblement des peuples turcophones), voire "pantouraniens" (union des peuples turco-mongols et finno-ougriens dans une entente antislave); or de tels mouvements et thématiques, monopolisés par l'extrême-droite nationaliste turque, étaient condamnés officiellement dès les années vingt par Mustafa Kemal, afin de sauvegarder le résidu anatolien de l'Empire et de ne pas mécontenter l'allié soviétique face à l'impérialisme occidental. La grande majorité de l'intelligentsia, et même de la classe politique et de l'opinion publique, était d'autant plus réfractaire à ces idéologies que celles-ci étaient utilisées par certains services spéciaux de Washington au cours des années soixante-dix, dans le but de déstabiliser l'URSS de l'intérieur. Mais voici que depuis la crise transcaucasienne, et particulièrement depuis l'intervention de l'armée soviétique à Bakou en janvier 1990, bien accueillie en Occident, un dé clic a joué en Turquie. Beaucoup d'hommes politiques ne ressentent plus aucune répugnance à manier un vocabulaire qui n'avait jamais été le leur auparavant<sup>4</sup>. Et de nouveaux concepts sont mis à l'honneur, en dépit des réserves officielles : "turcité" (sentiment d'appartenance au groupe ethnoculturel de langues turques) et "nationalisme culturel", ainsi dans les associations dites "Foyers turcs" [Üstel], de même qu'en Mongolie, les "Foyers mongols" prônent la "mongolité" parmi les Mongols de l'extérieur [Aubin].

*Processus de constructions identitaires*

L'évolution est intéressante. Mais travaille-t-elle à la promotion de l'influence d'Ankara en Asie centrale turcophone ? Il importe à ce propos de distinguer l'impact de la Turquie de celui du panturquisme. Sur le premier point, les liens établis ces trois dernières années, entre la Turquie et les Républiques turcophones sur les plans politique et économique, ne sont pas négligeables (Kurdoglu, 1993) [Akagül, Vaner]. L'on peut douter du second, car des sources autonomes de panturquisme se révèlent maintenant si actives en Asie centrale même, que la Turquie est, en la matière, pratiquement marginalisée. A en juger par le nombre de pages qui leur a été, directement ou indirectement, consacrées dans le présent recueil, les processus de constructions identitaires nationales forment, en Asie centrale turcophone et mongolophone, un phénomène qui envahit, depuis le début des années quatre-vingt-dix, le champ non seulement social et culturel, mais aussi politique et économique; et il est, paradoxalement, le *happy end* de la politique stalinienne de fragmentation (*razmezhevanie*, littéralement "délimitation") des peuples non russes de l'empire russe, en des "nationalités" plus ou moins imaginaires à bases territoriales.

L'"aire turque" a été définie comme "le résultat de flux migratoires à la fois de grande ampleur et de grande amplitude, étalés sur deux millénaires", de sorte que les peuples turcophones sont "disséminés au sein d'entités multiples", lesquelles constituent "autant de champs migratoires cloisonnés" - Turquie, Iran, Europe orientale, Afghanistan, empire russe, empire chinois, etc... (Bazin, 1993)<sup>5</sup>. A l'arrivée du communisme, les turcophones étaient, en Asie centrale, depuis longtemps devenus des autochtones, obéissant à des allégeances purement locales, tribales ou consanguines. Ils sont alors catalogués en "ethnies" administrativement hiérarchisées, sur la base d'une typologie dressée par Staline en 1913, et sont théoriquement localisés dans des aires géographiques propres à chaque prétendue ethnie. Six ethnies, promues "nations", ont été dotées d'une République socialiste fédérée (RSS), cinq d'entre elles en Asie centrale (le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, le Kirghizistan, la sixième RSS étant l'Azerbaïdjan). Et elles ont été soumises à un flux migratoire slave continu, plus ou moins important selon les régions, menant les colons de Russie d'Europe vers l'Asie centrale. Dès les années soixante-dix, l'inversion de ce flux a été le signe d'une décolonisation qui a contribué à créer des homogénéisations ethniques favorables aux créations nationalisantes [Blum].

### *Conclusion*

A ce propos, l'on peut remarquer la richesse des leçons à tirer d'analyses démographiques exemptes de théories préconçues ou fausses (telle celle prenant la Russie d'Europe comme indice de référence). Ainsi, en Asie centrale, les courbes de croissance démographique sont proches de celles de l'Iran [Blum]. En Iran et en Turquie, l'élément différenciateur de la fécondité par région est, non pas l'ethnie comme on pourrait l'imaginer, mais le niveau culturel et économique [Ladier, Behar]; et des migrations interrégionales sont à prévoir [Behar] (Bazin, 1993).

Le peuple tatar - le plus anciennement colonisé par la Russie (dès 1552) et considéré par la théorie stalinienne comme une simple "nationalité" dotée d'une "République autonome", et non d'une RSS - mène à Kazan une lutte culturelle pour voir son Tatarstan reconnu comme Etat souverain. Il offre l'exemple d'un nationalisme animé par des intellectuels de bon niveau, fondé comme il l'est sur la renaissance de la mémoire historique et littéraire des deux premières décennies de notre siècle. Et l'appel à la "conscience nationale" vise, en l'occurrence, les Tatars dispersés à travers le monde russo-soviétique [Devlet]. Le Kazakhstan - colonie de peuplement, par opposition aux simples colonies administratives que sont les autres régions - voudrait être un pont politico-économique entre les nouveaux Etats indépendants musulmans et Moscou (Tinguy, 1993); et il aime jouer, vers l'Est et le Sud, le rôle de la Mère-patrie, pour les Kazakhs de Mongolie et de Chine [Aubin], et même pour les Uigurs (ou Ouïghours) du Sinkiang (ou Xinjiang) chinois, dont il abrite, à Alma-Ata, les nostalgiques d'un "Uiguristan libre" dans un "Turkestan oriental" émancipé de la domination chinoise<sup>6</sup>.

La Chine est, en effet, un acteur avec lequel il faut désormais compter en Asie centrale turcophone et mongolophone; car elle brouille savamment les cartes des jeux régionaux, en introduisant ses techniciens, ses crédits, ses fournitures à bas prix dans les nouveaux marchés encore peu prospectés par l'Occident, pour y réaliser de bonnes affaires et, plus encore, empêcher, par l'attrait de ses promesses, d'éventuelles propagandes turcophiles et mongolophiles à destination de ses propres minorités turcophones et mongolophones [Jan, Aubin].

Ainsi, l'Ouzbékistan, qui se prend pour le régulateur politique de l'Asie centrale, pour la Mère-patrie des turcophones dont il voudrait unifier les langues et les dialectes [Dudoignon], ne soutient cependant pas les émigrés uigurs ayant fui le communisme chinois, malgré une proximité de langue plus étroite qu'avec les autres peuples turcophones, tant est vif son désir de ménager la sourcilleuse République populaire [Dudoignon]. La construction identitaire des Ouzbeks est

encore plus instructive lorsqu'elle est mise en parallèle avec celle des Tadjiks [comme le fait Dudoignon]. Sur les décombres d'une intelligentsia urbaine turco-persane, ayant joui du persan comme langue littéraire commune, la théorie stalinienne des nationalités a édifié deux ethnies dont l'histoire a été redéfinie de fond en comble et idéalisée, pour que les pasteurs nomades turcophones (les Uzbeks), recevant le primat psychologique, soient opposés aux agriculteurs persanophones (les Tadjiks), et pour que la colonisation russe devienne une union volontaire, harmonieuse et inéluctable [Dudoignon]. Ce sont les intellectuels formés à l'école historique soviétique qui, depuis 1987, réévaluent peu à peu leurs passés nationaux, à la recherche d'un âge d'or mythique dont les théoriciens russes leur avaient donné le goût, et d'une appropriation des mouvements nationaux, jusque-là frappés d'interdiction dans les manuels officiels. Uzbeks, Tadjiks, Russes voient donc maintenant en termes divergents la République populaire de Bukhara (1920-1924), le djadidisme local, le rôle des *medrese* dans une démarche autonome vers la modernité [Dudoignon].

Les Mongols offrent un exemple comparable d'affirmation réussie d'identité nationale ancrée dans une histoire repensée en mythe et dans un symbolisme émotif [Aubin]. L'on voit, en effet, chez les Uzbeks et chez les Mongols, la constitution de représentations identitaires collectives, suppléant au paradis marxiste perdu, suivre des processus similaires : ainsi un abattage des statues symétrique à l'élévation de ces mêmes statues sous le défunt régime; une rage de commémorations et d'anniversaires d'événements et de personnages archétypaux, reproduisant une formule généralisée par le communisme, mais partagée aussi par l'ensemble du monde industrialisé<sup>7</sup>; un passé enjolivé par les historiens et les romanciers jadis promarxistes, pour aider à estomper les dysfonctionnements économiques du présent [Dudoignon, Aubin].

La transposition de mécanismes psychologiques imposés par le grand frère soviétique est frappante, comme l'est la continuité occulte de régulations sociales traditionnelles durant les sept décennies du communisme [signalée, entre autres, par Blum]<sup>8</sup>. A ce sujet, rappelons un travail exemplaire qui, mené dans deux kolkhozes sibériens en région mongole (chez les Bouriates de Transbaïkalie), détecte par le menu des permanences structurelles dans l'exercice hiérarchié du pouvoir, dans les relations patrilinéaires, dans les cycles d'échanges matrimoniaux, dans l'accomplissement de rites religieux populaires considérés comme efficaces, etc... (Humphrey, 1983). Chez les Uigurs du Sinkiang chinois, des schémas d'allégeance sous-régionale sont encore clairement en action, nonobstant l'effet unificateur que ne manque pas d'avoir le

### *Conclusion*

traitement des agriculteurs turkestanais en "ethnie uigure", selon la théorie chinoise des minorités ethniques [Jan] (Gladney 1990 & 1993).

### *Le rôle de la religion*

Chez les Tadjiks, où l'affirmation identitaire est rendue difficile par la dépossession des lieux chargés d'aura, Bukhara, Samarcande, Tashkent, que le pouvoir soviétique a donnés à l'Uzbekistan, l'élément religieux paraît jouer un rôle plus important que chez les Uzbeks ou les Tatars, et prendre une forme plus fondamentaliste<sup>9</sup>. Les Mongols apportent, ici encore, le contrepoint d'une expérience identiquement arrachée au monde communiste, mais non islamique : les Kalmouks - branche des Mongols occidentaux installée dans les steppes russes depuis le XVIIe siècle - moins bien équipés que les Khalkhas (ou Mongols de la Mongolie propre) pour effectuer leur reconversion nationalisante, font du bouddhisme un facteur, semble-t-il, beaucoup plus collectif et mobilisateur qu'à Ulân-Bâtor [Aubin].

L'islam serait à envisager aussi dans les courants interrégionaux : ses contacts avec le monde arabe et le sous-continent indien; mais aussi sa propre influence sur les musulmans de Chine. Car les turcophones du Sinkiang et surtout les musulmans de langue et de culture chinoises résidant en Chine intérieure - ceux qui ont été constitués par le régime populaire en une prétendue ethnie Hui - adhèrent à une religion (*shari'at* et soufisme) marquée par les hauts lieux de la culture turco-persane, Bukhara, Samarcande; et ils pratiquaient jusqu'aux années cinquante, le persan comme langue cultivée. Maintenant en voie d'arabisation culturelle, ces musulmans chinois vont-ils ressentir l'effet de la libéralisation religieuse de l'ex-URSS et de la promotion intellectuelle et symbolique de Bukhara dans le nouvel Etat ouzbek<sup>10</sup> ?

Bien d'autres questions restent encore ouvertes, prêtes pour de prochains colloques : l'évolution de la situation en Turkménie, en Kirghizie; les réactions des "Turcs de l'extérieur" installés en Turquie, devant le nouvel état de fait prédominant dans leurs terres d'origine. Seuls les émigrés du Sinkiang, des Kazakhs principalement, ont, jusqu'à présent, fait l'objet d'une enquête ethnosociologique soigneuse et approfondie (Svanberg, 1989). Il en ressort que les Kazakhs se sont bien intégrés en Turquie, principalement parce qu'ils y voient un pays musulman, mais aussi parce que le gouvernement d'Ankara ne tolère aucune espèce de manifestation ethnique. Cependant, ils cultivent un fort sentiment d'auto-identification et de supériorité, tandis que les Uigurs, originellement dépourvus d'idéologie communautaire, n'ont pas été en état de maintenir une sous-culture distincte.

Les collaborateurs au présent volume n'ont pas épuisé tous les thèmes virtuellement possibles; telle n'était d'ailleurs pas leur intention. Mais ils ont touché à quantités d'autres problèmes, d'une manière parfois inattendue. Des interférences étroites avec l'histoire européenne, notamment durant la seconde guerre mondiale, sont évidentes dans le mouvement Prométhéen [Copeaux]; l'implication des grandes puissances industrielles dans l'économie des nouveaux Etats indépendants affleure constamment. Et il est surtout un pays qui est présent dans les aires turcophones et mongolophones par des échanges à double sens, remontant dans certains cas au début de notre siècle : le Japon [Deringil, Devlet, Aubin]. C'est au dynamisme tatar que le Japon est principalement redevable de l'implantation de l'islam sur son sol<sup>11</sup>. Si l'on songe au rôle que les anciens samourais convertis à l'islam ont joué dans l'activisme culturel du Japon en Extrême-Orient, préluant puis accompagnant les conquêtes militaires de la guerre du Pacifique, on ne peut que s'intéresser aux liens noués entre les propagandes islamiques tatares et japonaises. Ainsi, des écoles musulmanes tatares, comportant des écoles pour filles tenues par des institutrices tatares, se sont ouvertes dans tout l'Extrême-Orient, à mesure que le pouvoir japonais s'y étendait dans les années trente et quarante<sup>12</sup>.

De toutes les conclusions possibles au présent ensemble, dans le domaine culturel et politique retenons que l'identification ethnique communautaire peut n'être ni conflictuelle, ni source de conflits immédiats, contrairement à l'opinion bien établie depuis que D.L. Horowitz intitulait son livre, en 1985, *Ethnic groups in conflict*.

#### **PROBLEMATIQUE ECONOMIQUE DE LA REGION**

En quoi le renouvellement du discours économique dans la zone étudiée dans les deux dernières livraisons des *CEMOTI* (Turquie, Caucase, Asie Centrale), la floraison de projets de coopération régionale et la complexité des stratégies des acteurs apparaissent-ils à la fois familiers et spécifiques à l'observateur économique extérieur ? Derrière un langage désormais très internationalisé, la problématique économique de la région reflète une conjoncture très particulière de l'histoire économique.

D'une part, l'indépendance des nouvelles Républiques n'est pas née (comme les indépendances des années 60) d'une dynamique de la périphérie sous-développée (même si cette dynamique existait) mais d'une dynamique propre au Centre. La décolonisation par le haut, devant laquelle on se trouve, risque de s'apparenter à un "cartiérisme". D'autre part, ces indépendances

### *Conclusion*

lâchent les économies régionales dans une économie mondiale qui, à l'inverse des années 60 (où les nouveaux pays indépendants jouaient de la pluralité des modèles et recherchaient la protection), est devenue une économie de marché idéologiquement non contestée et marquée par la globalisation et par une régionalisation d'un type nouveau.

Du fait de cette situation historique les problématiques économiques émergentes sont communes à tous les pays pauvres, quel que soit l'attachement des acteurs à insister sur la singularité de l'articulation entre économie et société. Elles sont également caractéristiques d'une région où l'éloge de la décolonisation économique ne masque pas (ou même révèle) la crainte de marginalisation.

### *Représentations Tiers-Mondistes et espoirs dans l'économie de marché*

Il est significatif que l'inventaire des mots et des thèmes du discours politique et médiatique révèle la multiplicité des emprunts au langage "Tiers-Mondiste": affirmation de la propriété des ressources naturelles; évaluation optimiste des potentialités; refus "structuraliste" de la spécialisation dans les produits primaires; récriminations sur le niveau des termes de l'échange; critique des compensations que le Centre accorde sous forme de transferts interbudgétaires (dont on dénonce les risques de subordination politique); réévaluation rétrospective de l'histoire économique et politique des pays dépendants; reconstruction idéalisée des dynamiques économiques "endogènes"; accusation de "blocage" des économies périphériques par l'appartenance à l'Empire, etc.

Tous ces thèmes sont, on le sait, volontiers considérés aujourd'hui comme obsolètes ou non opérationnels dans les autres régions du monde, du fait de la crise de la pensée dépendantiste qui les a créés et diffusés. Ils surgissent, il est vrai, dans un contexte théorique différent et même opposé. L'antagonisme, rétrospectivement supposé, entre Centre et Périphérie n'est évidemment plus attribué, dans le cas de l'Asie Centrale, au marché international ni à la dynamique internationale de l'accumulation capitaliste. Il est, tout au contraire, attribué à la violation des lois du marché par les décisions des planificateurs et les contraintes des politiques. Les thèmes dépendantistes y acquièrent une légitimité théorique et idéologique nouvelle. Ils apparaissent comme une illustration supplémentaire, *a contrario*, de l'efficacité du marché comme régulateur de l'économie internationale. En conséquence, pour restructurer les économies nouvellement indépendantes, ils incitent, non pas à

*Françoise AUBIN, Jean COUSSY, Semih VANER*

les déconnecter de l'économie mondiale, mais à les intégrer à celle-ci en en respectant les règles.

Ce reniement de leur légitimation théorique n'empêche pas les thèmes dépendantistes de se développer selon leur propre logique. Même si l'explication de la dépendance est différente, on retrouve les mêmes images, symboles et mythes qui surgissent dans toute période critique de la dépendance et où toute l'histoire d'un empire se trouve réinterprétée. A l'exemple des historiens, les économistes ont intérêt à saisir ces moments où se cristallisent des renversements de perspectives, où se reconstruisent le passé des nations et où les analystes, les décideurs, les opinions et les médias procèdent à des réévaluations du passé économique et modifient brusquement les images du futur du développement. Il y a dévoilement des faits occultés sur les disparités "coloniales" (de niveau de vie, de comportements démographiques ou d'accès au pouvoir), sur les erreurs et échecs des Plans, sur les dégâts de l'environnement et sur les rationalités spécifiques des acteurs en économie de contrainte. Sont également révélés la permanence du jeu du marché et le rôle économique des médias dans l'articulation entre pays pauvres et pouvoir central.

Le simple changement (inattendu) des relations Centre-Périphérie entraîne -et ceci est encore plus fascinant- une réinterprétation des faits constitutifs de ces relations (i.e. échanges, flux de capitaux, migrations, enseignement, services de santé) et une reconstruction de leurs logiques d'articulation. Cette dynamique propre des thèmes dépendantistes n'a pas seulement, pour l'économiste, l'intérêt de l'historiographie. Elle permet de comprendre comment, malgré l'adhésion de principe à l'économie de marché, les débats actuels sur l'économie véhiculent des fragments de théorie dépendantiste et des projets de stratégies beaucoup moins libérales que le discours fondamental ne le laissait croire.

Derrière ces thèmes généraux surgissent les stratégies habituelles au "Tiers Monde" de naguère: autosuffisance alimentaire; protection industrielle; ruptures politiques de relations économiques mêmes rentables; appropriation nationale des ressources naturelles; prééminence du culturel sur l'économique; investissements coûteux d'infrastructure permettant l'intégration nationale ou régionale; articulation de l'économie sur des relations extra-économiques (d'ethnies, de langues, de culture, d'attitude à l'égard du religieux, etc). Et ces projets, lorsqu'ils sont explicités en langage économique, s'appuient constamment sur des évaluations des potentialités, des avantages et des coûts. Ils empruntent alors largement aux perceptions et aux imaginaires dépendantistes comme le montrent les évaluations beaucoup plus prudentes des

### *Conclusion*

études économiques ici réunies. Il en résulte un risque de discordance entre les stratégies (dont certaines ont montré leur efficacité dans la construction de l'économie en Turquie) et la volonté de s'insérer rapidement dans le marché mondial.

### *Persistance de l'insertion à l'Empire, réinsertion à l'économie mondiale ou marginalisation*

La même prudence des expertises à l'égard des images et des aspirations de l'indépendance contraint à comptabiliser les coûts élevés de la déconnexion de l'ancienne URSS. Quels que soient les jugements portés rétrospectivement sur l'intégration ancienne, une rupture de celle-ci signifierait un certain nombre de coûts : perte certaine de débouchés; ruptures d'approvisionnements; renonciation aux transferts inter-budgétaires; coûts de la révision des termes de l'échange pour les acheteurs d'énergie; hausse des prix des intrants; coûts de la reconversion de l'appareil productif; coûts du démantèlement de l'union monétaire; coûts des troubles sociaux des aventures militaires, des conflits frontaliers etc... Les hésitations des nouvelles nations devant une rupture de l'ancienne intégration révèlent que celle-ci est perçue désormais comme moins attrayante que les présentations qui en étaient faites dans les premiers discours.

De même, l'exposé des conditions nécessaires à une insertion directe à l'économie mondiale de marché met en évidence les gains attendus de la diversification des partenaires. Mais il révèle également des incertitudes sur le prix des exportations, sur la concurrence mondiale dans certaines productions primaires (notamment le coton), sur les coûts de transport vers les éventuels nouveaux marchés, sur les exigences de compétitivité sur le marché mondial, sur le besoin de hausse de productivité, sur l'existence de zones préférentielles qui ne s'ouvriront pas immédiatement aux produits des nouveaux pays etc.

L'intégration est probablement difficile et, en tout cas, beaucoup moins aisée que ne l'avaient laissé entendre les critiques formulées contre les obstacles politiques qui s'opposent à l'ouverture sur le monde extérieur. Il n'est pas impossible que les économies les plus pauvres soient moins menacées par une intégration inégale que par une marginalisation. Si l'économie mondiale globalisée manifeste actuellement la capacité que l'on sait d'intégrer des biens et des hommes extraits de toutes les régions du monde, elle montre aussi une tendance à exclure -au moins provisoirement- des acteurs et mêmes des pays non compétitifs.

*Françoise AUBIN, Jean COUSSY, Semih VANER*

Ce risque a pu être ignoré en Asie Centrale tant que le discours dominant était celui d'une intégration à des systèmes économiques continentaux et planifiés. La logique en était une intensification des flux intra-continentaux et un contrôle des nations aux confins de l'Empire (même s'il en résultait un freinage des régions adaptées à la compétition inter-continentale). Et le discours officiel était celui du désenclavement et de l'entraînement des zones marginales par des interventions hors marché (création d'infrastructures et de réseaux de transport, implantations forcées d'activités, migrations, emplacements d'installations de défense nationale etc...).

A cette dynamique intra-continentale planifiée d'intégration à l'économie mondiale tend à se substituer la dynamique inter-continentale libérale. Dans cette stratégie, l'Asie Centrale risque de découvrir que les pays économiquement périphériques et géographiquement enclavés doivent, pour éviter la marginalisation, présenter des avantages importants (sur le coût de la main d'oeuvre ou des ressources naturelles). La tendance à se détourner des zones non compétitives et à refuser les transferts vers les périphéries pauvres n'a pas été étrangère à la décolonisation des nouvelles Républiques. Elle apparaît même en Chine où, malgré le maintien de l'ensemble continental planifié, le développement ouvert sur l'extérieur favorise la croissance brutale des zones côtières. Celles-ci sont amenées à refuser, comme les pays d'Asie du Sud-Est, les charges de leurs "hinterlands" dans les premières phases de croissance et à remettre à plus tard l'intégration des zones enclavées. Même une région comme le Sinkiang pourrait, le note Michel Jan, être affecté par ce processus. Bien des facteurs peuvent jouer en sens contraire (importance stratégique des régions frontalières, rivalités entre pays voisins, stratégies de désenclavement des nouvelles républiques par la création de réseaux de transport et d'accès aux voies maritimes). Mais le risque de marginalisation est réel, ressenti et souvent à l'origine des projets de coopération régionale.

#### *Les multiples logiques de coopération et d'intégration régionale*

Ce faisant, la crainte de marginalisation renforce la tendance générale de l'économie globalisée à susciter, en réaction, une floraison de projets de régionalisation. Autour de la Turquie se cristallisent simultanément l'OCE, le projet de coopération entre les riverains de la Mer Noire, de multiples projets d'intégration avec les pays turcophones, de nombreux projets sectoriels (télécommunications, partage de l'eau etc...). En outre les relations trans-frontalières spontanées (notamment avec la Russie et avec l'Iran) doivent être

### *Conclusion*

prises en compte, sans que les projets locaux signifient une renonciation à l'espoir de resserrer les liens avec la CEE.

Contrairement à certaines présentations initiales, il est probable que la Turquie s'efforcera de ne privilégier aucun de ces projets et de mener simultanément des actions qui ont chacune des objectifs diplomatiques autant qu'économiques. On assistera sans doute à la construction d'un réseau de relations empruntant différentes formes: intégration sectorielle (télécommunication), accords de coopération autour de la Mer Noire, compromis conflictuels et provisoires (avec les voisins immédiats), relations informelles sur des marchés locaux, négociations longues (avec la CEE), etc...

On constate de même, que des projets d'intégration qui se seraient présentés naguère comme des refus du marché mondial -ou du moins comme des stratégies de protection de marchés communs- sont aujourd'hui présentés comme des instruments de préparation à l'intégration au marché mondial. Sans doute s'agit-il parfois de concessions verbales à l'idéologie libérale et au discours des organisations internationales (si méfiantes naguère à l'égard des interventions de l'Etat turc que A.O.Krueger élaborait à leur sujet sa théorie des "chercheurs de rentes"). Mais il semble bien que tout projet d'intégration par protection commune se heurte à de fortes résistances et à la croissance des flux non enregistrés. Cette sensibilité aux coûts de la protection pour les consommateurs a été suffisamment puissante pour accélérer le démembrement de l'URSS et rien n'indique que le comportement de "cavalier seul" disparaisse rapidement dans les nouvelles zones d'intégration. Et l'on pourrait assister - comme dans les autres régions du monde- à un grand nombre d'insuccès de la régionalisation.

Peut-on à partir des exemples étrangers de succès et d'échecs de l'intégration, tirer des indications sur la force et l'efficacité des différentes logiques d'intégration qui sont simultanément mises en action dans la région? La logique de la communauté culturelle et/ou linguistique invoquée à propos du monde turcophone aura-t-elle plus d'efficacité que dans les projets si nombreux et si précaires d'intégration africaine, arabe ou asiatique ? La logique de la proximité géographique dont l'influence est incontestable sur les marchés locaux (surtout agricoles) de nombreux pays ne mériterait-elle pas d'être davantage étudiée dans la région, notamment dans les rapports avec l'Iran? En revanche, la proximité géographique, lorsqu'elle est invoquée pour affirmer l'existence de relations potentielles, ne risque-t-elle pas, tant que l'on n'a pas fait la preuve que ces relations ont été artificiellement freinées, d'être surtout une

*Françoise AUBIN, Jean COUSSY, Semih VANER*

légitimation de coûteuses dépenses d'infrastructures de communication (dont le coût même risque de démentir l'apparence de proximité) ?

La logique de dévalorisation des frontières et des Etats par la renaissance des apparentements ethniques transnationaux ne risque-t-elle pas, comme dans les nombreux autres lieux où elle est observée, de provoquer autant de conflits ethniques transnationaux et ne se heurte-t-elle pas au pouvoir croissant des Etats bénéficiant de rentes minières et pétrolières (Kazakhstan, Azerbaïdjan, Iran) ? La logique de coalition contre des acteurs extérieurs à la Zone entraînera-t-elle plus que les menaces mutuelles de création de blocs commerciaux qu'a suscitées partout la crainte d'un échec du GATT (réticences de la CEE à l'égard de l'adhésion turque)? Et pourra-t-elle susciter un accord (bien improbable) entre les producteurs de coton ?

La logique d'attraction des techniques et des investisseurs étrangers par la constitution d'un grand marché n'est-elle pas, à l'inverse, un des buts principaux de nombres de programmes dont la Turquie se voudrait le maître d'oeuvre ? Plus généralement le discours égalitaire qui est utilisé entre pays de la région comme dans tous les projets dits de coopération Sud-Sud sera-t-il plus qu'une façon diplomatique de présenter des relations asymétriques entre des pays qui sont très inégaux en revenus et en pouvoir ? Et l'intégration de type horizontal ne risque-t-elle pas, comme en Amérique du Nord et en Asie, d'avoir moins d'avenir que la coopération verticale (soit avec l'ex-URSS, soit avec d'autres puissances du "Nord", soit avec la Turquie qui entend jouer ce rôle privilégié) ?

*La Turquie, pôle régional spontané ou intermédiaire obligé ?*

Naguère affichée d'abord par les pays pétroliers (disposant de capitaux et acheteurs de produits alimentaires et de services du Sud), l'ambition de devenir des pôles secondaires de l'économie mondiale est désormais le fait de pays ayant su créer une capacité de production. Les relations de la Turquie et de l'Iran sont un exemple parfait de ce glissement, et la première a pu, lors de l'apparition des nouvelles Républiques, prétendre au rôle d'exportateur industriel, de fournisseur de travaux publics, d'exportateur agricole futur (grâce au barrage du Sud-Est), de prestataire de services bancaires et de centre financier, d'organisateur de réseaux de communication et de lieu d'implantation des investisseurs étrangers dans la région.

### *Conclusion*

La diffusion mondiale de l'économie de marché peut aider la Turquie à jouer ce rôle de pôle régional: les clients potentiels se voient interdits d'établir des obstacles vis-à-vis des exportations qui peuvent provenir du pôle; la compétitivité des pays avancés est désormais difficile à rattraper; les investissements étrangers ont effectivement tendance à se localiser dans des marchés importants et notamment lorsque ceux-ci apparaissent comme des voies d'accès à des marchés régionaux.

En définitive, la Turquie peut -comme d'autres pays (Afrique du Sud, Nigéria, Mexique, Brésil, Thaïlande) dont les Etats ont pu résister dans les années 60-80 aux critiques libérales- bénéficier des avantages comparatifs qu'elle a pu ainsi construire. Mais dès lors que la pression des idéologies libérales est devenue trop forte pour que les nouveaux pays indépendants puissent, à leur tour, protéger leurs marchés, les pays qui ont déjà réussi leur "décollage" protégé tentent de pénétrer les marchés nouveaux grâce à leurs avantages acquis.

D'une part, les activités dont le développement a résulté de protections n'ont pas toutes encore atteint le niveau de la compétitivité mondiale. Elles ne peuvent obtenir une compétitivité régionale que par des subventions (aux exportations, aux productions, aux transports régionaux etc...) qui pourraient soulever des objections des concurrents (et des recours au GATT) ou par des protections régionales que les clients potentiels rechigneront à accorder (achats préférentiels ou indemnisations). Toutes ces stratégies demanderont au pays-pôle d'accepter des coûts financiers.

D'autre part, ces coûts financiers seraient fortement majorés si le pays-pôle devait pallier l'insuffisance de pouvoir d'achat des clients désirés. C'est encore un point commun aux pays pôles non pétroliers que de ne pas avoir pu, jusqu'à présent, financer leurs débouchés et d'espérer que des aides venant des pays tiers viendront financer leurs exportations régionales (le cas du succès des entreprises des BTP turques est, dans ce cas significatif). Il n'y a guère d'espoir à terme de renouveler de telles opérations triangulaires et, tant que le pouvoir d'achat des clients sera insuffisant ou la compétitivité du pôle douteuse, les relations seront limitées. Pourront, par exemple, se développer quelques relations triangulaires où le pôle sera en mesure de trouver un partenaire financier n'ayant pas de volonté d'exporter lui-même (entente, peu vraisemblable dans la région, avec un pays pétrolier). Le pôle peut faire des accords de partenariat en proposant, à des financiers extérieurs à la zone, sa connaissance des marchés et des techniques adaptées, une implantation proche des marchés, une garantie de sécurité, ou un débouché minimum. Il peut, en

utilisant des stratégies encore peu étudiées, tenter de s'imposer comme intermédiaire par des pratiques restrictives, par des monopoles d'information, par des contrôles de réseaux de transport et de communications etc.

Ces stratégies sont assez éloignées des projets initiaux de coopération; elles n'entrent qu'imparfaitement dans l'idéologie actuelle de la concurrence internationale supposée parfaite; mais elles sont au coeur des aspirations réelles des puissances secondaires et elles ne sont pas, pour le moment, sans efficacité.

---

<sup>1</sup> Les renvois aux articles du présent recueil se feront par la seule mention du nom de l'auteur entre crochets, alors que les références renvoyant à la bibliographie finale seront données entre parenthèses, avec la date de parution.

<sup>2</sup> "Réflexions sur quelques cas avortés de montée en puissance", *Revue française de Science politique*, 30, n°2, avril 1980, pp. 388-395.

<sup>3</sup> Nous reprenons ici, dans ses grands traits, le projet de recherche de S. Vaner sur "La Turquie et l'aire turque". Cf. *CEMOTI*, n°12, pp. 257-264.

<sup>4</sup> Cf. "La crise transcaucasienne vue de Turquie", dossier constitué par Yvette Benusiglio, *CEMOTI*, 10, juin 1990, pp. 55-68.

<sup>5</sup> Inventaire des langues de l'aire turque : Hazai, 1993.

<sup>6</sup> *Le Courrier International* du 21 octobre 1993, p. 28.

<sup>7</sup> Au sujet des anniversaires et célébrations des grands hommes aidant à promouvoir, dans le monde européen contemporain particulièrement, un minimum de solidarité au moment où les valeurs fondamentales sont dévaluées : Johnston, 1992.

<sup>8</sup> Observations identiques pour des populations d'origine nomade, les Turkmènes et les Kazakhs, toujours dans l'ex-URSS : Bertrand Bouchet, "Tribus d'autrefois, kolkhozes d'aujourd'hui", *Des ethnies aux nations en Asie centrale*, R.E.M.M.M., 1991, pp. 55-69.

<sup>9</sup> Selon Olivier Roy, "Le renouveau islamique en URSS", *Des ethnies aux nations en Asie centrale*, R.E.M.M.M., 1991, pp. 133-143.

<sup>10</sup> A propos du soufisme en milieu ouzbek, une brève esquisse, par un spécialiste des confréries soufies turques et centre-asiatiques, Thierry Zarcone, dans le premier numéro du bulletin *France-Uzbekistan* (octobre 1993) met en appétit : "Le soufisme est l'une des principales sources d'inspiration de la littérature ouzbeke. La société centre-asiatique a vécu, en effet, depuis plusieurs siècles au rythme du mysticisme, attentive aux prônes

## Conclusion

---

des cheikhs lettrés de ses villes ainsi qu'aux poésies et à la musique des bardes des steppes... La littérature d'inspiration soufie a d'ailleurs été l'un des vecteurs de l'opposition idéologique à Moscou dans les années quatre-vingt... Depuis l'indépendance de l'Uzbekistan, le regain d'intérêt pour cette littérature est le signe que les Uzbeks entendent remettre en vigueur cet héritage et donner une suite à la riche tradition littéraire et poétique de langue turque en Asie centrale...".

<sup>11</sup> 'Abd al-Rashîd Ibrâhim (dit aussi Abdürresid Ibrahim, ou Ibragimov, ou encore Ibrahim Oglu, ca. 1885-1944), banni de Russie pour ses activités pro-tatares, s'était réfugié en Mandchourie méridionale vers 1907; de là, un officier supérieur japonais l'aida à passer au Japon en 1908. Ayant quitté le pays en 1909, après y avoir fait quelques convertis et y avoir prêché la lutte contre l'impérialisme européen et américain, il y revient en 1933; en 1938, il est le premier imam de la nouvelle mosquée édifée à Tôkyô, et il meurt dans cette ville quelques années plus tard. (Keiko Nishimuta, "Un Tatar musulman au Japon en 1908 : Abdul Rachid Ibrâhim", *La transmission du savoir dans le monde musulman périphérique*, Lettre d'information, n°2, novembre 1984, pp. 9-13.) 'Iyâz Ishâqî (ou 'Ayaz Iskhaqi) est venu aussi, dans les années trente, présenter à Tôkyô sa théorie de l'"Etat de la Volga et de l'Oural". (*Oriente Moderno*, XXII, n°5, mai 1942, p. 185.)

<sup>12</sup> *The Moslem World*, XXV, n°3, juillet 1935, p. 295.